

## **ACTION SYNDICALE SUR L' EDUCATION EN EUROPE**

- L'austérité généralisée se révèle inefficace face à la crise en creusant les déficits publics et en conduisant à une récession plus forte dans les pays où sont mises en œuvre les politiques qui en découlent. Le secteur de l'éducation est touché de plein fouet par des mesures dont la seule logique est « d'assurer un assainissement budgétaire. » Au lieu d'investir dans l'éducation en cette période de crise, certains gouvernements poursuivent leur politique de réduction des dépenses publiques en éducation, ce qui conduit à la fermeture d'établissements scolaires, à la diminution de l'offre de formation et à la suppression d'emplois de personnels enseignants. C'est le cas de l'Espagne dont le budget de l'éducation a été réduit de 21% et va sans doute conduire à la suppression de 100 000 emplois sur 500 000, d'où la mobilisation qui a eu lieu le 22 mai avec la grève générale.

- Le SNES fait pression pour que le Comité Syndical Européen de l'Education (CSEE), en lien direct avec ses organisations affiliées, poursuive son travail d'interpellation des instances européennes, en particulier du Parlement. Il est nécessaire d'aller au-delà des premiers échanges établis en mars dernier entre le Comité du CSEE et des eurodéputés sur le thème de l'impact de la crise en éducation. Il faut élargir les contacts avec les groupes parlementaires afin d'obtenir dès l'automne un projet de déclaration relatif au développement et à l'investissement dans les services publics d'éducation.

- L'amélioration de la situation des personnels dans le secteur de l'éducation doit être un axe revendicatif beaucoup plus visible dans les initiatives prises par le CSEE. C'est la raison pour laquelle le SNES demande au CSEE de lancer des actions plus ciblées sous forme de pétitions et de campagnes sur des sujets qui concernent tous les enseignants et personnels en Europe. Les salaires et les conditions de travail pourraient constituer les deux premiers axes d'intervention pour l'année 2012-2013.

- Le SNES mettra en place, dès le mois de septembre, une réunion avec les organisations membres du CSEE comme la GEW (Allemagne), la FENPROF (Portugal) et OLME (Grèce) afin de débattre de l'action syndicale contre les plans d'austérité et de déboucher sur des initiatives concrètes. Le SNES s'engagera également avec la FSU, au côté des autres forces syndicales dans le réseau pour un appel à un « Sommet alternatif » qui pourrait avoir lieu en novembre et participera à l'initiative italienne portant sur les 10 ans du Forum social européen programmé à Florence.

### **Vote**

Pour : 60  
Contre : 0  
Abs : 1  
NPP : 2